

Conseil Général

Séance plénière du 20 décembre 2010

Intervention de Paul Cuturello

Président du groupe socialiste et apparentés

Monsieur le Président, mes cher(e)s collègues,

Notre session budgétaire se tient après un automne marqué par le mouvement social le plus important de ces dernières décennies. Le Président de la République est resté sourd aux attentes des français qui souhaitent et souhaitent toujours le maintien de la retraite à 60 ans. C'est un modèle de victoire à la Pyrrhus, tant le mécontentement est profond et durable et la loi adoptée mauvaise. Si mauvaise que le Sénat a fait adopter un amendement prévoyant de la revoir dès 2013. C'est bien court pour une loi censée régler le problème des retraites pour les 20 prochaines années.

Et c'est finalement mi-novembre que le Président décide de changer de gouvernement. Après six mois de gestation et d'intense réflexion, un record, il décide de frapper un grand coup : il nomme François Fillon, suivant le grand principe du on prend les mêmes et on recommence !

Jean-Louis Borloo en aura été pour ses frais... de coiffeur !

Et l'amertume est de mise sur les bords de la Méditerranée face à tant d'ingratitude.

En réalité ce gouvernement est déjà usé avant d'avoir commencé. Et son action est marquée par un feu d'artifice d'irresponsabilité.

Irresponsabilité de Brice Hortefeux toujours ministre de l'intérieur qui se permet de critiquer une décision de justice alors qu'il est lui même condamné à deux reprises en première instance pour injures raciales et pour atteinte à la présomption d'innocence. Un véritable récidiviste !

Comment peut-on préconiser une République irréprochable quand on maintient au plus haut niveau de l'état le mauvais exemple. Vraiment cette République devient de plus en plus irrespirable.

D'autant qu'après l'épisode désastreux du débat sur l'identité nationale, le discours de Grenoble et la chasse aux Roms qui ont marqué ce qu'il faut bien appeler l'été de la honte, on a vu des députés de l'UMP comme Christian Vanneste préconiser ouvertement une alliance avec le Front National. Bien que non retenue par la direction de l'UMP, cette proposition reste particulièrement inquiétante et dangereuse car elle concourt à conforter les thèses du FN au sein de votre propre électorat comme en attestent malheureusement les enquêtes d'opinion récentes.

A cela s'ajoute l'irresponsabilité tragi-comique du premier ministre qui, face à la baisse des températures et des intempéries qui l'accompagnent, en vient à accuser le thermomètre de météo France. Et cela depuis Moscou, témoignant d'un grand sens du comique de situation.

Entre tragi-comédie et dérapages inquiétants en tous genres, ce gouvernement est déjà quasiment en faillite. Pourtant notre pays aurait besoin d'être réellement gouverné tant les difficultés sont grandes.

La situation économique est loin d'être rétablie, tant en France que sur le plan européen. Les pays considérés comme les plus en difficulté de la zone euro sont attaqués par les agences de spéculation, et la France elle-même n'est pas épargnée ni à l'abri.

Les prévisions de l'INSEE pour 2011 restent prudentes et envisagent un maintien du taux de chômage au taux élevé de 9,1%.

La croissance n'est pas réellement au rendez-vous, et les plans d'austérité engagés par les différents gouvernements sont dénoncés par de plus en plus d'économistes comme pénalisants voire dangereux pour la croissance. A tel point que certains préconisent carrément d'augmenter les salaires. Si, si, vous avez bien entendu, augmenter les salaires. C'est le titre de l'Expansion de décembre !

L'austérité serait donc non seulement contre-productive, mais même nocive.

C'est donc dans un contexte toujours aléatoire que nous avons à discuter du budget primitif de notre collectivité pour l'année 2011. A ces difficultés persistantes s'ajoute le profond malaise provoqué par la promulgation de la loi du 16 décembre portant réforme des collectivités territoriales que tous les députés UMP des Alpes-Maritimes ont votée.

Si le Conseil Constitutionnel a jugé que « *la fixation du nombre de conseillers territoriaux dans ces départements méconnaissait le principe d'égalité devant le suffrage* », en revanche, l'essentiel des dispositions ont été malheureusement validées.

Ainsi, à compter du 1er janvier 2012, les subventions des départements et des régions aux communes et intercommunalités seront très encadrées. L'émotion soulevée à propos de la suppression de la clause de compétence générale a abouti au renvoi au 1er janvier 2015 la clarification définitive des compétences entre les départements et les régions, et l'interdiction des financements croisés. Les perspectives à moyen et long terme sont incertaines, et le brouillard que je dénonçais lors du débat d'orientation budgétaire loin de se dissiper, s'épaissit.

L'impact de la loi dans notre département se fera également sentir au niveau des intercommunalités. En effet, elle fixe la date d'achèvement et de rationalisation de la carte au 1er juin 2013. Mais dès le premier trimestre 2011, les élus devront procéder à une recomposition des commissions départementales de la coopération intercommunale. La réalisation du schéma départemental de coopération intercommunale devra être opérée d'ici au 31 décembre 2011. L'ouest du département va devoir s'organiser.

La loi qui était censée simplifier le millefeuille crée en fait trois nouveaux échelons dont la **métropole**. Une super communauté urbaine formée d'un ensemble de 500 000 habitants, qui élaborera et conduira son projet d'aménagement et de développement économique, écologique, éducatif, culturel et social, exerçant pour ce faire des compétences actuellement assurées par le département et la région.

Le Président de Nice Côte d'Azur ainsi que vous-même, souhaitez aller très vite. Or rien n'avait été évoqué lors des orientations budgétaires à propos de cette transformation majeure pour l'ensemble du territoire des Alpes-Maritimes, notre collectivité et ses agents, et le Budget n'apporte aucun éclaircissement à ce sujet.

Pourtant il s'agit d'un changement d'importance. Que restera-t-il à notre collectivité comme compétences ? Quel avenir prévoyez-vous pour l'ensemble des Alpes-Maritimes, et notamment pour le territoire restant en dehors de la Métropole Niçoise ? On n'en sait rien. Ceci est d'autant plus inquiétant que cela intervient au moment où les lois de finances pour 2010 puis 2011 organisent à court terme la fin de l'autonomie financière du Département.

La réforme de la taxe professionnelle est à ce point non maîtrisée que même les supposés bénéficiaires n'ont pas de mots assez durs pour la stigmatiser, certaines petites entreprises étant plus imposées cette année que la précédente.

Vos prévisions de recettes sont basées sur les simulations du ministère des finances qui, comme je vous le faisais remarquer lors des Orientations Budgétaires, prenait soin de préciser que : « *les données concernant les Fonds Départementaux de Péréquation de la Taxe Professionnelle (FDPTP) et la territorialisation de la Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE) sont largement lacunaires* », ajoutant que « *Au total, les résultats présentés doivent être analysés avec la plus grande précaution* ».

De plus, le gel pour 3 ans en valeur des dotations de l'Etat aux collectivités territoriales conduit le gouvernement à promouvoir une péréquation horizontale, entre collectivités riches et pauvres. La CVAE qui pèse 188 M€ dans votre budget est visée. Les collectivités enregistrant une croissance du produit de la CVAE supérieure à la moyenne nationale contribueront à ce fonds. Les droits de mutation seront soumis également à une ponction de 5% des DMTO perçus par habitant. Qu'elles sont vos prévisions en la matière ?

En revanche, après avoir augmenté les impôts de 15 % sur les 4 taxes en 2009, vous annoncez sans rire que les impôts n'augmenteront pas alors qu'il ne restera aux mains du département que le seul impôt foncier. De plus, comme vous ne revenez pas aux taux de 2008, le supplément de pression fiscale de 15% est maintenu. **Nous ne sommes donc pas, comme vous le claironniez à satiété, à fiscalité zéro, mais à fiscalité 15 !**

Vous continuez ainsi à faire porter l'effort par nos concitoyens alors que l'état ne remplit pas ses obligations financières à l'égard de notre collectivité en ne compensant pas les transferts de charges, comme à l'ensemble des départements de France. La **dette de l'état** à notre égard doit s'élever à plusieurs centaines de millions d'euros, comme le laissent supposer les estimations opérées par les autres départements de même taille. C'est un manque à gagner important pour les caisses du département. Pourtant, malgré nos demandes, vous refusez de réclamer à l'Etat les sommes qu'il doit à notre collectivité, et vous refusez même d'en communiquer le montant. C'est incompréhensible alors que vous avez demandé à nos concitoyens un effort considérable qui se pérennise. Vous vous devez de communiquer le montant de la dette de l'état envers notre département, c'est la moindre des corrections à l'égard de nos concitoyens et de notre assemblée.

Si vous persistiez dans votre refus, on pourrait alors considérer que votre proximité revendiquée avec le Président de la République, au lieu d'être un atout comme vous le sous entendez souvent, se révèle être en réalité un handicap pour notre département, puisque vous n'osez pas lui demander ce qu'il nous doit, mais en plus vous en cachez le montant.

Dans ce contexte, **vosre budget 2011 est en baisse de 5 %** par rapport à celui de l'an dernier.

Ce ne sont pas vos prévisions de recettes de fonctionnement qui font défaut puisqu'elles progressent de 32,6 M€ (+3 %). En revanche, vos prévisions de recettes d'investissement (hors dette) sont en baisse de 16 M€ (-23 %).

Plus 32,6M€ d'un côté, moins 16M€ de l'autre, il ne reste que 16,6 M€ de rentrées supplémentaires quand il faut faire face aux effets d'une crise qui n'en finit pas. Vous avez pratiqué la fuite en avant avec un recours massif à l'endettement. Comme je le signalais lors du débat d'orientation budgétaire, nous sommes redevenu un département champion. Nous avons le triste privilège d'être **devenu champion de France de l'endettement** selon le classement publié par la presse en octobre. Comme je vous l'avais indiqué à l'époque, c'est le résultat direct des exigences du plan de relance gouvernemental unijambiste, car s'appuyant sur la seule jambe de l'investissement au détriment du soutien à la consommation. Et comme il fallait s'y attendre, cette politique d'endettement s'est avérée être une impasse. En effet, votre niveau d'endettement est tel aujourd'hui que le recours à l'emprunt est limité à 94,9 M€ en 2011, soit une baisse de 48 % par rapport à l'année dernière, faute de quoi on basculerait dans le rouge vif.

Dans ces conditions les marges de manœuvre se réduisent fortement, vous contraignant à des arbitrages souvent contestables. C'est ce qui apparaît à l'examen attentif de vos cinq « missions » :

La compétence sociale compte pour 497,6 M€ en 2011, soit 38 % du Budget général, en hausse d'un petit 3,6 M€, soit 1 %.

Celle-ci est essentiellement destinée à financer l'aide aux personnes âgées, qui reste la première dépense, talonnée par le RSA dont les crédits sont en baisse ce qui ne manque pas d'étonner dans le contexte actuel.

L'aide aux personnes handicapées continue sa montée en charge avec + 4,9 M€ et tire tout le secteur. Elle arrive au niveau de l'aide sociale à l'enfance et à la famille secteur sur

lequel vous avez toutes les clés en main contrairement aux 3 précédentes dont les allocations sont encadrées par des règles nationales et qui devraient être compensées par l'Etat. Ces compensations faisant défaut, vous êtes contraint de trouver des marges de manœuvre. Vous **avez fait le choix de faire de la compétence aide sociale à l'enfance la variable d'ajustement du secteur social. Ses crédits stagnent depuis 2008. Ce qui équivaut à une réduction de fait de l'ordre de 6 à 7%.**

Hors secteur social, la deuxième position dans le budget est occupé par **la mission fonctionnement de l'administration** avec 345 M€, 26 % du budget général. Elle progresse de 1 % d'une année sur l'autre et de 10 % du BP 2008 à celui de 2011.

Au sein de cette mission, le premier poste est bien évidemment celui du personnel sur lequel vous affichez depuis trois ans une vision comptable et très démotivante, avec la poursuite de votre politique malthusienne de non remplacement d'un départ à la retraite sur deux qui a abouti à la suppression de 329 postes, ce dont vous vous glorifiez, mais qui représente un coup sévère à l'encontre de l'emploi.

Le second poste est celui de la gestion financière. On y trouve 40 M€ d'intérêts et 55,9 M€ de remboursement de capital, soit un total de 95,9 M€ liés à notre endettement. L'urgence de réduire le ratio de désendettement qui avait atteint 12 années vous a rendu plus prudent, sous peine de mise sous tutelle à terme.

En 3^e position des missions, nous trouvons **l'aménagement du territoire** et le développement du territoire pour 250 M€, en baisse de 36,7 M€ par rapport à 2010, soit une baisse de 13 %.

La **sécurité** est le premier poste de dépenses avec 74,2 M€.

L'aide aux collectivités n'arrive qu'en deuxième position avec 72 M€, enregistrant une baisse de 7 % par rapport à 2010. Malgré la faiblesse du montant, il est inclus dès ce budget une **subvention de 20 M€ à la ville de Nice pour son grand stade, soit 28% des crédits**. On voit par qui sont dictées vos priorités. Le département est ainsi ponctionné pour satisfaire aux rêves de grandeur du maire de Nice. Un stade de 36000 places, disproportionné, qui va coûter la bagatelle de 244M€, et dont le seul gagnant sera la société Vinci qui, en plus du stade proprement dit, va engranger les dividendes du bail à construction de 99 ans des 30.000m² de surfaces commerciales dont elle disposera.

Souhaitons que les 52 M€ restants suffiront pour couvrir les besoins des 162 communes restantes de notre département.

Par ailleurs vous nous proposez entre deux lignes, l'abandon du plan points noirs routiers et la création d'un fonds mais sans aucun crédit.

Mais ce qui étonne le plus s'est l'abandon de l'effort concernant le principal problème auquel sont confrontés nos concitoyens : **le logement. Les crédits d'investissement passent à 12,5 M€ contre 36,5 M€ l'an passé, une baisse vertigineuse des deux tiers !** C'est incroyable ! Alors que le manque dramatique de logements sociaux est régulièrement dénoncé, que notre département figure régulièrement parmi les plus mauvais élèves de France en la matière, c'était encore le cas la semaine dernière, vous vous désengagez sur ce dossier. Quand on sait qu'il manque plus de 20.000 logements sociaux, que de ce fait, les prix dans le secteur privé ont explosé et restent, avec plus de 5.000€ le m2, dramatiquement hors de portée des possibilités de la majorité de nos concitoyens qui ne peuvent aller au-delà de 3.500€ le m2, cette baisse apparaît comme totalement irresponsable. Votre choix consiste donc à pratiquer des coupes sombres dans les domaines les plus cruciaux pour la vie quotidienne de nos concitoyens, alors que dans le même temps vous cédez aux caprices du maire de Nice.

A signaler aussi les subventions d'équipement versées aux communes qui passent de 500 000 € à 375 000 €, soit une baisse de 25%.

Passons au 5^e poste de dépenses : **la mission éducation, sport, culture, enseignement supérieur.** 10 % du budget 2011. Avec 126,7 M€ les crédits qui leurs sont consacrés sont stables par rapport à 2010 mais en baisse de 17 % par rapport à 2008.

Les **collèges** vont devoir se serrer les ceinture avec une diminution de 3,9 M€, soit une baisse 5,5 % par rapport à 2010. Si les crédits de fonctionnement se maintiennent, ce sont les dépenses d'investissement qui baissent passant de presque 70 M€ en 2010 à 66 M€ cette année. La baisse est de 25 % par rapport au BP 2008. Est-ce également l'abandon du plan collège ? seul l'enseignement supérieur qui n'est pas une compétence du département connaît en revanche une forte progression avec + 5,8 M€.

Il convient de souligner aussi l'évolution du poste **sport et jeunesse** qui subit une baisse de 11,5 % sur 1 an, et de 48 % par rapport au BP 2008, alors que cette compétence participe de la politique de prévention.

Enfin, en 6^e position arrivent les **routes et les infrastructures routières** : de 13 % des crédits du Budget en 2008, on passe à 6 % du budget au BP 2011 ! Une chute vertigineuse passant de 175,5 M€ en 2008 à 81,7 M€ en 2011, soit à peine la moitié, dont 41 M€ soit 34 % de moins qu'en 2010. Les crédits consacrés au point noirs routiers dégringolent : de 40 M€ en 2010, on passe à 23,3 M€ en 2011 à comparer aux 78,7 M€ inscrits au BP 2008. C'est considérable.

Votre budget est donc un budget d'austérité, dicté en partie par la crise, mais pour une grande part par votre persistance dans l'erreur.

Lors de la Décision Modificative du mois d'octobre, je saluais votre sens de l'innovation en relevant que pour la première fois les budgets annexes étaient appelés à la rescousse du budget principal du département avec le reversement des excédents de ces budgets au budget principal et ce pour plus d'1 million d'euros. Autre innovation, vous avez mis à contribution pour la première fois les fonds de réserve des collèges que vous ponctionnez. Enfin, après avoir fortement augmenté à 3€ les tarifs des cantines scolaires en 2009, vous les avez augmentés de nouveau cette année, certes de 8 centimes, mais cela a valeur de symbole.

Ainsi vous n'hésitez pas à « gratter les fonds de tiroirs » et à faire les poches des familles si je peux m'exprimer ainsi.

Mais le plus grave, c'est que les coupes sombres auxquelles vous vous livrez touchent de plein fouet nos concitoyens dans leur vie quotidienne. Ainsi, au lieu de contribuer à renforcer les solidarités pour aider nos concitoyens face à une crise qui ne cesse de se prolonger, au contraire vous taillez dans les quelques domaines d'intervention qui les touchent directement comme celui essentiel et emblématique du logement, qui subit une baisse de 24M€. Et cela alors que dans le même temps, cédant aux exigences du maire de Nice, vous ponctionnez 20M€ pour financer son stade. On voit où sont vos priorités.

« *Panem et circenses* » disait Juvénal le romain. Vous c'est seulement les jeux !

Votre budget est un budget d'austérité injuste, soumis aux caprices du maire de Nice. Un avant-goût de ce que sera la Métropole.

Nous voterons contre.